

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2008



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 septembre 2009 conformément à l'article 212-13, IV du Règlement général de l'AMF. Elle complète le document de référence 2008 de Lagardère déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 mars 2009 conformément à l'article 212.13 du Règlement général de l'AMF sous le numéro D. 09-148. Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers

Des exemplaires du document de référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais auprès de Lagardère (121, avenue de Malakoff – 75260 PARIS CEDEX 16), et sur son site Internet (<http://www.lagardere.com>) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf.org>).

SOMMAIRE

I.	RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2009	1
1.1	<i>EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2009.....</i>	1
1.2	<i>PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE</i>	4
1.3	<i>COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2009.....</i>	5
1.4	<i>INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES.....</i>	13
1.5	<i>EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLÔTURE</i>	13
2	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	14
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	39
4	RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL - ATTESTATION DE LA GERANCE.....	40
II.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	41
1	AUTO-DETENTION ET AUTO-CONTROLE (§ 8.1.2 du DR déposé le 24 mars 2009)	41
2	CAPITAL AUTORISE MAIS NON EMIS (§ 8.1.4 du DR déposé le 24 mars 2009).....	42
3	NANTISSEMENT D'ACTIONS DE L'EMETTEUR (§ 8.1.5 du DR déposé le 24 mars 2009)	43
4	EVOLUTION DE LA REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DURANT LES TROIS DERNIERS EXERCICES (§ 8.1.8.1 du DR déposé le 24 mars 2009)	44
5	FRANCHISSEMENT DE SEUILS DECLARES EN 2009 (§ 8.1.8.2 du DR déposé le 24 mars 2009)	44
6	DROITS DE VOTE (§ 8.1.8.4 du DR déposé le 24 mars 2009).....	45
7	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES (§ 8.1.8.4 du DR déposé le 24 mars 2009)	45
8	STRATEGIE NUMERIQUE DE LAGARDERE PUBLISHING	45
9	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES (§ 9.1.3 du DR déposé le 24 mars 2009)	46

III. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	46
---	-----------

IV. RESPONSABLES DU DOCUMENT D'ACTUALISATION – ATTESTATION DE LA GERANCE	47
---	-----------

V. TABLE DE CONCORDANCE.....	48
------------------------------	-----------

I. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2009

Implanté dans plus de 40 pays, le groupe Lagardère compte parmi les leaders mondiaux du domaine des Médias. Il détient également à fin juin 2009 une participation de 7,5 % dans le groupe EADS.

Lagardère a accéléré à la fin 2006 sa mutation, d'une part en mariant ses activités "presse magazine" et "audiovisuel" pour en faire un pôle performant dans la production de contenus et innovant dans le domaine du numérique et, d'autre part, en s'affirmant comme un acteur clé dans le domaine sportif avec, en particulier, l'acquisition de la société Sportfive.

Lagardère se présente sous le visage d'un grand Groupe de communication toujours actif dans les domaines de l'information, de l'éducation, de la culture et du divertissement, et soucieux d'adapter sa stratégie aux nombreux bouleversements que connaissent les technologies de l'audiovisuel.

Résolument tourné vers l'avenir, attentif aux exigences d'un marché désormais mondialisé, le Groupe prouve ainsi sa capacité à se réinventer pour s'adapter à l'évolution des nouveaux comportements nés de l'ère du numérique et de la mobilité.



1.1 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2009

Le lien, lorsqu'il existe ou lorsqu'il est significatif, entre ces événements et leur incidence sur les comptes est présenté soit dans le paragraphe 1.3, soit en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.1.1 Renouvellement du mandat de Gérant d'Arnaud Lagardère

Dans sa séance du 11 mars 2009, le Conseil de Surveillance de Lagardère SCA a ratifié la décision des associés - commandités de renouveler le mandat de gérant de Monsieur Arnaud Lagardère pour une durée de six ans à compter du 26 mars 2009.

1.1.2 Recul du marché publicitaire

Voir § 1.3. (commentaires sur les comptes consolidés au 30 juin 2009).

1.1.3 Hachette Fujingaho et Sumitomo Corporation : Alliance stratégique au Japon

Hachette Filipacchi Presse et Sumitomo Corporation ont conclu des accords qui visent, notamment, à développer au Japon, au sein de la société Hachette Fujingaho, d'ici septembre 2009, une activité de E-commerce autour de la marque ELLE, en commercialisant des produits annonceurs, des produits sélectionnés par le magazine ELLE Japon et le site ELLE.co.jp, des produits de licence et à développer cette nouvelle activité en exploitant l'ensemble des marques médias de Hachette Fujingaho (ELLE Girl, ELLE Deco , 25 ans, Fujingaho...) et les canaux de distribution de Sumitomo Corporation (E-Commerce, M-Commerce, Télé-achat...).

Dans le cadre de ces accords, aux termes d'un contrat en date du 14 janvier 2009 conclu sous conditions suspensives, Sumitomo Corporation a acquis le 22 mai 2009, auprès de Hachette Filipacchi Presse, 34% du capital social de la société Hachette Fujingaho, Hachette Filipacchi Presse continuant de détenir 66% du capital social de sa filiale japonaise.

1.1.4 Anticipation de la date de remboursement des ORAPA (obligations remboursables en actions EADS N.V. à parité ajustable (ORAPA) émises par LAGARDERE SCA en 2006¹)

Par avenant signé le 26 janvier 2009 au contrat de souscription, Lagardère SCA et NATIXIS, seul souscripteur et unique titulaire des 20 370 ORAPA encore en circulation, ont convenus, à l'initiative de ce dernier, d'anticiper au 24 mars 2009, au lieu du 25 juin 2009, la date de remboursement des ORAPA et, partant, celle de la livraison de la troisième tranche d'actions EADS N.V.. En exécution de cet avenant, Lagardère SCA a ainsi livré à NATIXIS, le 24 mars 2009, 20.370.000 actions EADS N.V., représentant 2,5 % du capital et des droits de vote d'EADS N.V..

Lagardère SCA conserve le bénéfice du dispositif initial d'intéressement à la hausse éventuelle de l'action EADS N.V. jusqu'au terme et au prix initialement convenus, sous la forme, le cas échéant, d'une soulte en numéraire.

Ce remboursement anticipé permet à Lagardère SCA de réaliser, au premier semestre 2009, une économie de frais financiers, au titre du coupon 2009 à verser à NATIXIS, de l'ordre de 1,8 million d'euros.

1.1.5 Accord CIO / Sportfive

Lagardère Sports et le Comité International Olympique (CIO) ont annoncé le 18 février 2009 la finalisation d'un accord par lequel Sportfive, filiale de Lagardère Sports, se voit attribuer par le CIO la gestion des droits média européens pour les Jeux Olympiques d'hiver de 2014 à Sochi en Russie et les Jeux Olympiques d'été de 2016. Lagardère Sports est ainsi devenu un partenaire privilégié du CIO qui pour la première fois depuis sa création a accepté de confier ses droits média à une agence. Les jeux olympiques sont le premier événement sportif mondial avec en moyenne 25 200 diffuseurs dans 220 pays pour les Jeux Olympiques d'été et 200 pour les Jeux Olympiques d'hiver.

¹ Cf. Communiqué de presse de Lagardère SCA du 4 avril 2006, pour de plus amples détails sur les modalités de cette opération.

Selon les termes de cet accord, Sportfive gèrera ces droits média dans 40 pays d'Europe (hors France, Allemagne, Italie, Espagne, Turquie et Royaume-Uni) et pour toutes les plateformes média, y compris la télévision gratuite et payante, internet et la téléphonie mobile.

Le CIO a choisi de retenir Sportfive à l'issue d'une procédure d'appel d'offres débutée en mai 2008, Sportfive ayant notamment démontré sa capacité de commercialisation des droits et son engagement à promouvoir les Jeux et les valeurs olympiques. Cet accord permet à Sportfive de diversifier encore son portefeuille en ayant accès à l'ensemble des disciplines olympiques.

1.1.6 Sondages Médiamétrie

1.1.6.1 Janvier/Février/Mars 2009 : 3^{ème} vague consécutive de hausse pour Europe 1

Avec 9,4% d'audience cumulée pour les mois de Janvier/Février/Mars 2009, Europe 1 progresse de +0,3 point en audience cumulée, et de +0,1 point en part d'audience. Que ce soit en audience cumulée comme en part d'audience, Europe 1 n'a cessé de progresser en un an. C'est la 3^{ème} vague consécutive de hausse pour Europe 1.

Ces résultats confirment le succès de la nouvelle grille, permettant à la matinale d'atteindre un nouveau record : avec 10,8% de Part d'Audience (+ de 3,2 millions d'auditeurs), ce rendez vous bat son record d'audience depuis que la mesure Médiamétrie sur les 13 ans et + existe.

Cette vague permet à Europe 1 de poursuivre le renouvellement de son auditoire en obtenant notamment des performances exceptionnelles sur les cibles commerciales. En un an, la PDA sur les CSP+ a gagné +23%. C'est la plus forte progression en un an depuis que la mesure Médiamétrie sur les 13 ans et + existe. De même, la station ne cesse de progresser sur les 25/59 ans, avec une part d'audience en augmentation de 17% en un an.

1.1.6.2 Sondage Médiamétrie Janvier-Mars 2009 : Europe 1 en forte progression en Ile de France

Selon le dernier sondage Médiamétrie IDF Janvier-Mars 2009, Europe 1 confirme et amplifie en Ile de France sa dynamique nationale enclenchée à la rentrée derrière.

Avec 11,2% d'Audience Cumulée et 9.6% de PDA, Europe 1 connaît une progression en 1 an de + 0,9 point en AC et de + 0,2 point en PDA.

Europe 1 compte désormais 1 081 000 auditeurs franciliens, soit 103 000 de plus que l'an dernier (Audience cumulée, en milliers).

1.1.7 Création de Lagardère Unlimited

Lagardère SCA a annoncé le 17 avril 2009, la création de sa filiale Lagardère Unlimited, société par actions simplifiée, ayant pour objet la gestion des droits et l'exploitation commerciale de l'image de sportifs et d'artistes, et ce, en France comme à l'étranger.

Moins d'un mois après sa création, Lagardère Unlimited accélèrait déjà sa croissance, grâce à un accord conclu le 7 mai 2009 avec BEST (Blue Entertainment Sports Television), groupe américain spécialisé dans la représentation et le management d'athlètes, aux termes duquel l'ancien Président de la division Tennis, Kenneth Meyerson et 15 joueurs, dont Andy Roddick, Fernando Gonzales et Jeremy Chardy, ont rejoint Lagardère Unlimited LLC, filiale américaine de Lagardère Unlimited, créée à cette occasion et opérant depuis Miami en Floride.

La création de Lagardère Unlimited et l'accord conclu avec BEST s'inscrivent dans la dynamique des développements déjà réalisés par le groupe Lagardère dans le domaine sportif depuis six ans. Lagardère Unlimited est directement dirigé par Arnaud Lagardère.

Cette activité, en phase de démarrage, n'a pas d'incidence significative sur les comptes du premier semestre 2009.

1.1.8 HFM US cède 5 magazines spécialisés à Bonnier Corp.

Hachette Filipacchi Media US (HFM US), la filiale Américaine de Lagardère Active et Bonnier Corp. ont annoncé le 2 juin 2009 l'acquisition par Bonnier de cinq publications spécialisées de HFM US: *Popular Photography, Flying, Boating, Sound & Vision* et *American Photo*.

Les cinq titres cédés à Bonnier le sont avec leurs diverses extensions de marque (sites web, édition de livres, accords de licence, vidéo et événementiel).

Pour HFM US cette opération correspond à un mouvement stratégique, annoncé de longue date, pour opérer un recentrage sur ses segments cibles : le féminin et l'automobile, tout en cédant ses magazines spécialisés qui représentent, à date, moins de 10 % de son activité print aux USA. Il s'agit également d'allouer les ressources nécessaires au déploiement bi média (papier et numérique) des ces segments.

* *
*

1.2 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Ces éléments sont globalement décrits dans le chapitre 3 intitulé "Facteurs de risques" du Document de Référence comprenant les comptes de l'exercice 2008 déposé auprès de l'AMF le 24 mars 2009.

Il convient à cet égard de se référer, en particulier, à la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2009 pour ce qui concerne les litiges ayant connu des évolutions notables depuis les faits relatés dans le Document de Référence sus-mentionné et dont certains sont susceptibles de connaître des développements très significatifs d'ici à la fin de l'année 2009.

Par ailleurs, le Groupe est vigilant quant au développement de la pandémie grippale.

o o
o

1.3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2009

1.3.1 Présentation générale

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Chiffre d'affaires	3 720	3 804	8 214
Résultat avant charges financières et impôts	476	678	825
Charges financières nettes	(44)	(79)	(176)
Charge d'impôts	(96)	(13)	(22)
Résultat net consolidé	336	586	627
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	318	572	593
- Intérêts minoritaires	18	14	34

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 ont été établis conformément aux normes IFRS et à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », sur la base de principes comptables identiques à ceux retenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les activités du groupe Lagardère sont regroupées au sein de son pôle Media auquel viennent se rajouter d'une part la contribution apportée par la participation détenue dans EADS, d'autre part les « autres activités » qui sont celles non directement rattachables aux entités opérationnelles.

1.3.2 Lagardère Media

Lagardère Media comprend les divisions Lagardère Publishing, Lagardère Active qui regroupe les activités Presse et Audiovisuel, Lagardère Services et Lagardère Sports.

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du 1er semestre 2009 sont décrites en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

A compter du 1er janvier 2009, Lagardère SCA facture aux divisions Media une nouvelle redevance portant sur le droit d'utilisation de marques dont elle est propriétaire. De façon à assurer une meilleure comparabilité des comptes entre 2009 et 2008, les comptes rappelés au titre de 2008 ont été retraités sur une base proforma qui intègre le coût rétrospectif de cette redevance, calculé conformément aux règles de facturation adoptées en 2009. Il s'ensuit une charge proforma additionnelle dans le pôle Media de 4 M€ au 30 juin 2008 et de 9 M€ au 31 décembre 2008, contrebalancées par une amélioration d'égal montant du résultat opérationnel des autres activités (Hors pôle).

Compte tenu de ce qui précède, l'évolution des principaux indicateurs se présente comme suit :

Compte de résultat - Lagardère Media			
		Proforma	
	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Chiffre d'affaires	3 720	3 804	8 214
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	181	256	648
Résultat des sociétés mises en équivalence (*)	51	46	75
Éléments non récurrents	(309)	(104)	(466)
Amortissement des incorporels liés aux acquisitions	(25)	(37)	(70)
- sociétés intégrées	(15)	(27)	(50)
- sociétés mises en équivalence	(10)	(10)	(20)
Résultat avant charges financières et impôts	(102)	161	187
Charges financières nettes	(41)	(85)	(189)
Résultat avant impôts	(143)	76	(2)
<i>(*) Hors amortissement des incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur.</i>			

Financement - Lagardère Media			
	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Marge brute d'autofinancement	263	264	725
Variation du besoin en fonds de roulement	(83)	(327)	(122)
Flux générés par l'activité	180	(63)	603
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(124)	(181)	(424)
Flux opérationnels	56	(244)	179
Investissements	(110)	(502)	(703)
- incorporels et corporels	(107)	(87)	(220)
- financiers	(3)	(415)	(483)
Cessions d'actifs	22	85	108
- incorporels et corporels	11	24	29
- financiers	11	61	79
(Augmentation) diminution des placements financiers	43	(1)	8
Flux nets d'investissements	(45)	(418)	(587)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	11	(662)	(408)
Fonds opérationnels employés^(*)	5 803	6 259	5 953
(*) Somme des actifs non courants nets des passifs non courants (hors dettes financières) et du besoin en fonds de roulement.			

Compte de résultat

Le premier semestre 2009 présente des résultats très contrastés. L'activité magazines est fortement impactée par la faiblesse de la publicité et de la diffusion (-18,5% de croissance à données comparables). L'activité audiovisuelle du Groupe (-15% à données comparables) est pénalisée par la baisse des recettes publicitaires sur la radio, par des retards de livraisons des sociétés de production, et par le recul des recettes publicitaires des chaînes de la TNT. Lagardère Services (-2,6% à données comparables) est affecté d'une part par le recul des ventes de presse qui affecte ses activités de distribution et une partie de ses ventes de détail, d'autre part par la baisse des trafics aériens (en France, aux Etats-Unis, en Espagne...). Il faut également noter l'impact aux Etats-Unis de la désorganisation des marchés sous le coup de la faillite du distributeur Anderson et des difficultés de The Source. L'édition de livres affiche, en revanche, une activité historiquement très soutenue (+11,5% à données comparables), tirée par le succès international des livres de Stephenie Meyer, en particulier aux Etats Unis, en Angleterre, ainsi qu'en France.

Au 30 juin 2009, Lagardère Sports affiche une baisse de son chiffre d'affaires à données comparables (-7,6%). Le premier semestre 2008 intégrait les matchs du championnat de l'Euro 2008 et de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), sans équivalent sur cet exercice. En revanche la branche bénéficie de l'intégration de WSG qui porte la croissance du chiffre d'affaires à +31,9% en données courantes.

Dans ce cadre et par rapport au premier semestre 2008, le chiffre d'affaires des activités médias s'inscrit en repli de -2,2 % à périmètre et changes courants. Cette évolution intègre l'effet positif des variations de périmètre pour 93 M€ (pour l'essentiel l'impact de l'intégration globale de WSG). Les variations de taux de change (calculés en taux moyen pour la période) ont un impact négatif de -48 M€ (baisse de la livre sterling et de certaines monnaies d'Europe de l'Est vis-à-vis de l'Euro partiellement compensée par la hausse du Dollar).

Hors incidences liées aux variations de périmètre et de change, l'évolution du chiffre d'affaires ressort à -3,5 %. Elle est positive dans la branche Publishing et en recul sur les branches Presse, Audiovisuel Services et Sports.

Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées s'établit à +181 M€, enregistrant par rapport au 30 juin 2008 une baisse de -75 M€, soit -29,2 % à périmètre et change courants.

L'évolution du résultat opérationnel courant des sociétés intégrées s'analyse par branche de la façon suivante :

- Le résultat de Lagardère Publishing est en très forte hausse par rapport au 30 juin 2008 à +112 M€, soit +43 M€ par rapport à fin juin 2008. Cette progression des résultats résulte quasi exclusivement de l'impact des ventes de la saga S.Meyer en France dans l'Illustré et la Distribution, en Grande Bretagne, en Australie et bien évidemment aux Etats-Unis.
- Au sein de la branche Lagardère Active dont le résultat s'établit à +9 M€, le résultat de la Presse (+1 M€) affiche un recul de -58 M€ par rapport au 30 juin 2008, conséquence de l'effondrement des recettes de publicité et de la baisse de la diffusion dans presque tous les pays. Le résultat des activités audiovisuelles (+8 M€) s'affaiblit de 45 M€. Cette évolution résulte de l'impact de la crise publicitaire sur les recettes des radios et de TV en France et à l'International, et de décalages de livraisons au niveau de Lagardère Entertainment.
- Le résultat de la branche Services ressort à +27 M€ en baisse de -19 M€ par rapport au 30 juin 2008. Cette faiblesse se retrouve dans pratiquement tous les pays où Lagardère Services est présent. Elle s'explique d'une part par le recul des ventes de presse qui affecte particulièrement les activités de Distribution (notamment en Espagne, en Belgique, en Suisse et en Pologne) et plus généralement les ventes en kiosque, et d'autre part par la baisse des trafics en aéroports. Egalement, le résultat opérationnel de la branche enregistre au premier semestre 2009 une perte nette de 6,5 M\$ (soit 4,9 M€) consécutive à la faillite du distributeur américain Anderson.
- Le résultat de la branche Sports s'établit à +33 M€, en progression de +4 M€ par rapport au 30 juin 2008, hors amortissements des actifs incorporels créés lors de la comptabilisation des acquisitions de la division (-13 M€ au 30 juin 2009 contre -24 M€ au 30 juin 2008). L'intégration globale de WSG est compensée par le recul de Sportfive dans un semestre privé de contribution d'événements non récurrents (l'Euro 2008 et la CAN notamment) et par le fait que la branche a provisionné sur le premier semestre 2009 des risques de non recouvrement de créances pour un montant de 11 M€.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'établit au 30 juin 2009 à +51 M€ contre +46 M€ au 30 juin 2008. Il comprend une contribution de Canal + France de +48 M€, contre +30 M€ au 30 juin 2008. Celle-ci est présentée avant amortissement de l'actif incorporel créé lors de l'acquisition, qui s'élève à -10 M€ net d'impôt différé aux 30 juin 2009 et 2008.

Au 30 juin 2009, les éléments non récurrents/non opérationnels du résultat avant charges financières et impôt présentent une perte nette de -334 M€ contre une perte nette de -141 M€ au 30 juin 2008.

Cette perte comprend :

- 274 M€ de pertes de valeur dont 271 M€ sur immobilisations incorporelles liées aux activités de Presse Magazine aux Etats-Unis, au Japon, ainsi qu'aux activités numériques. Elles s'élevaient à 93 M€ dans les comptes du 1er semestre 2008. Elles sont la conséquence de l'impact de la récession économique actuelle sur les perspectives de recettes publicitaires et de diffusion sur les marchés concernés.
- 32 M€ de coûts de restructuration, dont 20 M€ engagés par la division Active, principalement au titre des programmes de réduction des coûts engagés aux Etats-Unis et en Espagne.
- 3 M€ de moins values de cession liées principalement à l'entrée de Sumitomo dans la filiale japonaise Fujin Gaho et partiellement compensées par l'effet de la cession au Groupe Bonnier d'un ensemble de magazines spécialisés aux Etats-Unis.
- 25 M€ d'amortissement des actifs incorporels comptabilisés lors des acquisitions dont 13 M€ sur la branche Sports et 10 M€ s'imputant sur la contribution de Canal+ France.

En conséquence de ce qui précède, le résultat avant charges financières et impôt du pôle Media s'établit à -102 M€ au 30 juin 2009, en recul de -263 M€ par rapport au 30 juin 2008.

Les charges financières nettes s'établissent à -41 M€, contre -85 M€ par rapport au 30 juin 2008. Cette évolution favorable intègre principalement l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Financement

Au 30 juin 2009, la marge brute d'autofinancement s'élève à +263 M€, contre +264M€ au 30 juin 2008. Cette stabilité intègre l'impact du recul du résultat opérationnel tempéré par de moindres décaissements liés aux charges de restructuration du plan Active 2009.

La variation du besoin en fonds de roulement génère sur le premier semestre 2009 des flux négatifs de 83 M€ à comparer à des flux négatifs de 327 M€ sur le premier semestre 2008. Cette amélioration est principalement liée à une forte campagne d'encaissement chez Lagardère Publishing en rattrapage du quatrième trimestre 2008, ainsi qu'à l'impact de la baisse d'activité sur les créances clients notamment chez Lagardère Active.

En ligne avec l'évolution de l'endettement et des charges financières, les intérêts payés (nets des intérêts encaissés) s'élèvent à -42 M€ au 30 juin 2009 contre -76 M€ au 30 juin 2008 et les impôts payés à -82 M€ contre -105M€ en 2008.

En conséquence de ce qui précède, les flux opérationnels encaissés s'élèvent à +56 M€ au 30 juin 2009 à comparer à des flux opérationnels décaissés de -244 M€ au 30 juin 2008.

Les investissements corporels et incorporels nets des cessions s'élèvent à 96 M€, en hausse de 33 M€ par rapport au 30 juin 2008, du fait principalement de l'intégration globale de WSG.

Sur le premier semestre 2009, les investissements financiers sont négligeables à 3 M€.

Les cessions d'actifs, soit 22 M€, proviennent principalement de la cession d'une participation minoritaire dans Fujin Gaho (filiale de Lagardère Active au Japon) à Sumitomo et de la cession d'un petit groupe de magazines au Groupe Bonnier aux Etats-Unis.

Les autres variations de flux d'investissement s'élèvent à 43 M€ et correspondent à des cessions de valeurs mobilières de placement.

La somme des flux opérationnels et d'investissement s'élève donc au 30 juin 2009 à +11 M€ contre -662 M€ au 30 juin 2008.

1.3.3 EADS

Le 24 mars 2009 et conformément à l'avenant signé le 26 janvier 2009 au contrat de souscription des Obligations Remboursables en Actions à Parité Ajustable (ORAPA), le Groupe a livré aux porteurs d'obligations 20 370 000 actions EADS, représentant 2,5 % du capital d'EADS, en remboursement du dernier tiers du produit de l'émission. Les remboursements du premier et du deuxième tiers étaient intervenus le 25 juin 2007 et le 25 juin 2008 par la livraison d'un nombre identique d'actions.

Le résultat de cession de la participation a été calculé sur la base des capitaux propres du groupe EADS arrêtés au 31 mars 2009. Il s'élève à 539 M€ à cette date contre 466 M€ au 30 juin 2008.

En conséquence de quoi et après prise en compte des mouvements intervenus sur le capital d'EADS, la participation du groupe Lagardère est passée de 14,98 % au 31 décembre 2006 à 12,51 % au 31 décembre 2007, à 10,00 % au 31 décembre 2008 puis à 7,50 % au 30 juin 2009.

Depuis le 1er janvier 2007, le groupe EADS est consolidé par mise en équivalence. Le résultat du premier trimestre 2009 est comptabilisé sur la base du pourcentage détenu de 10,00 % et celui du deuxième trimestre 2009 sur la base du pourcentage détenu de 7,50 %. Dans les comptes 2008, le pourcentage appliqué à la consolidation des résultats du premier semestre était de 12,51 % qui correspondait à la détention portée durant cette période.

Sur le premier semestre 2009, la contribution d'EADS au résultat consolidé s'élève à +34 M€ contre +52 M€ pour le premier semestre 2008.

1.3.4 Autres activités

Les autres activités (Hors Pôle) comprennent les entités non spécifiquement rattachables aux divisions opérationnelles du pôle Media.

Compte de résultat - Autres activités			
		Comptes proforma (1)	
	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	5	(1)	(1)
Éléments non récurrents	-	-	2
Résultat avant charges financières et impôts	5	(1)	1
Produits (charges) financières nettes	(3)	6	13
Résultat avant impôts	2	5	14

(1) Comptes comparatifs 2008 retraités proforma comme indiqué au paragraphe 2 supra.

En 2009, les autres activités dégagent un résultat opérationnel courant de +5 M€ qui prend notamment en compte un profit lié à la signature d'une transaction qui met un terme définitif à la réclamation déposée dans le cadre de l'ancienne activité Transport de Matra (contrat VAL de Taïpeh).

Le résultat financier net, -3 M€ au 30 juin 2009, est en retrait de 9 M€ par rapport au 30 juin 2008. Cette dégradation est imputable à la baisse des taux d'intérêts qui se traduit principalement par une réduction des produits financiers facturés aux filiales.

1.3.5 Synthèse des résultats

À partir du résultat des activités avant impôt, le résultat net consolidé s'obtient de la façon suivante :

	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Lagardère Media	(143)	76	(2)
Résultat EADS mis en équivalence	34	52	171
Plus-value de cession des titres EADS	539	466	466
Autres activités	2	5	14
Résultat avant impôts	432	599	649
Charge d'impôts	(96)	(13)	(22)
Résultat net consolidé	336	586	627
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	318	572	593
- Intérêts minoritaires	18	14	34

1.3.6 Financement et trésorerie consolidés

1.3.6.1 Tableau de financement

Au 30 juin 2009, les flux opérationnels de l'ensemble consolidé s'établissent à +48 M€ dont +56 M€ en provenance du pôle Media et -8 M€ en provenance des autres activités, ces dernières étant notamment impactées par les charges financières décaissées sur la période partiellement compensées par l'impôt encaissé auprès des entités membres du Groupe fiscal et par le dividende versé par EADS.

Les flux nets d'investissement dégagent en 2009 une ressource de 614 M€ composée, pour l'essentiel, d'une part des flux nets décaissés par les activités Media (-45 M€), d'autre part du prix de cession des actions EADS (+664 M€).

Les flux de financement sont négatifs de 694 M€ et comprennent principalement :

- en emplois,
 - les dividendes versés (-194 M€) ;
 - le remboursement du dernier tiers de l'ORAPA (-664 M€) ;
- en ressources,
 - un tirage de 179 M€ sur le crédit syndiqué 2005.

Après prise en compte des différences de conversion sur la trésorerie et autres opérations de reclassement, soit -4 M€, l'ensemble de ces flux aboutit à une baisse de la trésorerie courante de 36 M€. Au 30 juin 2009, elle s'établit à +540 M€.

1.3.6.2 Endettement financier net

L'endettement financier net se calcule comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008
Placements financiers et trésorerie	858	952
Dettes financières non courantes	(2 520)	(2 380)
Dettes financières courantes	(481)	(1 191)
Trésorerie (endettement) financier net	(2 143)	(2 619)
dont ORAPA EADS	-	(692)

Les variations des premiers semestres 2009 et 2008 s'analysent comme suit :

	2009	2008
Endettement net au 1^{er} janvier	(2 619)	(2 570)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	662	(34)
Acquisitions de titres d'autocontrôle	(3)	-
Dividendes	(194)	(196)
Augmentation (diminution) des placements financiers	(43)	1
Dettes sur engagements de rachats d'intérêts minoritaires	10	58
Mise à la juste valeur des dettes financières	3	(49)
Incidence des effets de change, périmètre et divers	41	59
Endettement net au 30 juin	(2 143)	(2 731)

o o
o

1.4 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Voir note n° 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5 EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLÔTURE

Dans le cadre de la procédure mise en œuvre par l'AMF à la suite de l'enquête relative aux titres EADS (voir note 18 de l'annexe aux comptes consolidés), l'avis du rapporteur de la commission des sanctions de l'AMF rendu le 28 juillet 2009 conclut à la mise hors de cause complète du groupe Lagardère.

La commission des sanctions qui siégera en novembre devrait rendre sa décision en fin d'année.

* *
*

2 – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 30 JUIN 2009

<i>(en millions d'euros)</i>		30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Chiffre d'affaires	<i>(Notes 3 et 4)</i>	3 720	3 804	8 214
Produits annexes		210	217	406
Produits des activités ordinaires		3 930	4 021	8 620
Achats et variation de stocks		(1 768)	(1 805)	(3 860)
Production immobilisée		(1)	6	22
Production stockée		53	58	74
Charges externes		(1 103)	(1 127)	(2 392)
Charges de personnel		(802)	(866)	(1 673)
Amortissements des immobilisations autres que les actifs incorporels liés aux acquisitions		(106)	(65)	(151)
Amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions		(15)	(27)	(50)
Charges de restructuration	<i>(Note 5)</i>	(33)	(7)	(40)
Plus et moins-values de cession d'actifs	<i>(Note 6)</i>	537	462	471
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	<i>(Note 7)</i>	(270)	(93)	(339)
Autres (charges) et produits des activités	<i>(Note 8)</i>	(17)	33	7
Contribution des sociétés mises en équivalence		71	88	136
RESULTAT AVANT CHARGES FINANCIERES & IMPOTS	<i>(Note 3)</i>	476	678	825
Produits financiers	<i>(Note 9)</i>	8	38	39
Charges financières	<i>(Note 9)</i>	(52)	(117)	(215)
RESULTAT AVANT IMPOTS		432	599	649
Charge d'impôts	<i>(Note 10)</i>	(96)	(13)	(22)
RESULTAT NET CONSOLIDE		336	586	627
Dont part attribuable aux:				
Propriétaires de la société mère du Groupe		318	572	593
Intérêts minoritaires		18	14	34
<i>Résultat net par action - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</i>				
<i>Résultat net par action de base</i>	<i>(Note 11)</i>	2,51	4,39	4,62
<i>Résultat net par action dilué</i>	<i>(Note 11)</i>	2,51	4,36	4,62

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009 (a)

(en millions d'euros)	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Résultat net consolidé	336	586	627
Variation des écarts de conversion	61	(70)	(128)
Variation de juste valeur			
des instruments financiers dérivés	(420)	(30)	(3)
des titres non consolidés	(5)	(21)	(42)
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(18)	9	3
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt)	17	(40)	(396)
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	8	1	3
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(357)	(151)	(563)
Total des gains et pertes consolidés	(21)	435	64
Dont part attribuable aux:			
Propriétaires de la société mère du Groupe	(38)	420	30
Intérêts minoritaires	17	15	34

(a) Conformément à la norme IAS 1 révisée applicable au 1er janvier 2009

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 30 JUIN 2009

<i>(En millions d'euros)</i>	30.06.2009	30.06.2008	31.12.2008
Résultat net consolidé	336	586	627
Impôts sur le résultat	96	13	22
Charges financières nettes	44	79	176
Résultat avant charges financières et impôts	476	678	825
Dotations aux amortissements	121	92	201
Pertes de valeur, dotations aux provisions et autres éléments non monétaire	265	19	262
(Gain) perte sur cessions d'actifs	(537)	(462)	(471)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	23	25	30
Résultat des sociétés mises en équivalence	(71)	(88)	(136)
Variation du besoin en fonds de roulement	(94)	(327)	(141)
Flux générés par l'activité	183	(63)	570
Intérêts payés	(97)	(164)	(228)
Intérêts encaissés	10	37	34
Impôts payés	(48)	(81)	(178)
Flux opérationnels	(A) 48	(271)	198
Investissements			
Incorporels et corporels	(110)	(89)	(225)
Titres de participation	(24)	(403)	(474)
Trésorerie sur entrée de périmètre	28	6	15
Autres actifs non courants	(9)	(18)	(25)
Total investissements	(B) (115)	(504)	(709)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé			
Prix de vente des immobilisations cédées			
Incorporelles et corporelles	10	17	34
Titres de participation	673	682	694
Trésorerie sur sortie de périmètre	0	34	34
Diminution des autres actifs non courants	3	9	16
Total cessions	(C) 686	742	778
(Augmentation) diminution des placements financiers	(D) 43	(1)	8
Flux d'investissements	(E) = (B)+(C)+(D) 614	237	77
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(F) = (A)+(E) 662	(34)	275
Opérations sur les capitaux propres			
Augmentation de capital de la société mère	0	0	0
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales	0	0	0
Acquisitions (cessions) d'actions d'autocontrôle	(3)	0	(102)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère (*)	(171)	(175)	(174)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(23)	(21)	(28)
Mouvements financiers			
Augmentation des dettes financières	245	945	1 113
Diminution des dettes financières	(742)	(857)	(982)
Flux de financement	(G) (694)	(108)	(173)
Autres mouvements			
Différences de conversion sur la trésorerie	(4)	18	(1)
Autres éléments	0	(2)	3
Total des autres mouvements	(H) (4)	16	2
Variation de trésorerie	(I) = (F)+(G)+(H) (36)	(126)	104
Trésorerie début de période	576	472	472
Trésorerie fin de période	540	346	576

(*) y compris quote-part du résultat versé aux associés commandités

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2009

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Immobilisations incorporelles	1 370	1 340
Ecart d'acquisition	2 961	2 980
Immobilisations corporelles	634	636
Titres mis en équivalence	2 286	2 443
Autres actifs non courants	186	202
Impôts différés - Actif	175	203
Actifs non courants	7 612	7 804
Stocks et en-cours	618	551
Créances clients et comptes rattachés	1 438	1 647
Autres actifs courants	993	1 377
Placements financiers <i>(Note 12)</i>	68	117
Trésorerie <i>(Note 13)</i>	790	835
Actifs courants	3 907	4 527
Total Actif	11 519	12 331

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2009

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Capital social	800	800
Primes et réserves	3 030	2 962
Résultat de la période (part du Groupe)	318	593
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	4 148	4 355
Intérêts minoritaires	99	91
Capitaux propres	4 247	4 446
Provisions pour retraites et obligations assimilées	110	94
Provisions pour risques et charges non courantes	180	189
Dettes financières non courantes <i>(Note 9)</i>	2 520	2 380
Autres passifs non courants	387	252
Impôts différés - Passif	240	243
Passifs non courants	3 437	3 158
Provisions pour risques et charges courantes	335	336
Dettes financières courantes <i>(Note 9)</i>	481	1 191
Fournisseurs et comptes rattachés	1 740	1 845
Autres passifs courants	1 279	1 355
Passifs courants	3 835	4 727
Total Passif	11 519	12 331

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2008	818	1 022	2 191	(246)	(64)	853	4 574	85	4 659
Résultat net de la période			572				572	14	586
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (a)			5		(81)	(76)	(152)	1	(151)
Total des gains et pertes consolidés de la période			577		(81)	(76)	420	15	435
Distribution de dividendes			(175)				(175)	(21)	(196)
Variation des actions propres							0		0
Rémunérations sur base d'actions			14				14		14
Variation de périmètre et autres			(17)				(17)		(17)
Solde au 30 juin 2008	818	1 022	2 590	(246)	(145)	777	4 816	79	4 895
Solde au 1er janvier 2009	800	900	2 608	(208)	(153)	408	4 355	91	4 446
Résultat net de la période			318				318	18	336
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (a)			(26)		41	(371)	(356)	(1)	(357)
Total des gains et pertes consolidés de la période			292		41	(371)	(38)	17	(21)
Distribution de dividendes			(171)				(171)	(23)	(194)
Variation des actions propres				(3)			(3)		(3)
Rémunérations sur base d'actions			5				5		5
Variation de périmètre et autres							0	14	14
Solde au 30 juin 2009	800	900	2 734	(211)	(112)	37	4 148	99	4 247

(a) Détail en note 16 de l'annexe aux comptes consolidés

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009

(Tous les chiffres sont exprimés en millions d'euros)

Note 1 Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2009 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas en notes annexes l'ensemble des informations requises pour la présentation des comptes annuels. Ces états financiers condensés doivent donc être lus en liaison avec les comptes annuels publiés de l'exercice 2008.

Le groupe a appliqué les nouvelles normes IFRS adoptées par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009. Ces nouvelles normes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes présentés au 30 juin 2009 à l'exception de la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » qui a conduit à modifier le format ainsi que l'intitulé de certaines informations et tableaux présentés. Les principales conséquences liées à l'application de ce texte sont :

- « l'Etat des produits et charges comptabilisés » est remplacé par « l'Etat global des gains et pertes consolidés » avec en annexe l'analyse détaillée des informations relatives aux gains et pertes enregistrés en capitaux propres ;
- l'état financier « Bilan » est renommé « Etat de la situation financière consolidée ».

Note 2 Principales variations du périmètre de consolidation

➤ **Cession de 2,5 % du capital d'EADS**

Le 24 mars 2009 et conformément à l'avenant signé le 26 janvier 2009 au contrat de souscription des Obligations Remboursables en Actions à Parité Ajustable (ORAPA), le Groupe a livré aux porteurs d'obligations 20 370 000 actions EADS, représentant 2,5 % du capital d'EADS, en remboursement du dernier tiers du produit de l'émission. Les remboursements du premier et du deuxième tiers étaient intervenus le 25 juin 2007 et le 25 juin 2008 par la livraison d'un nombre identique d'actions.

En conséquence de quoi et après prise en compte des mouvements intervenus sur le capital d'EADS, la participation du groupe Lagardère est passée de 14,98 % au 31 décembre 2006 à 12,51 % au 31 décembre 2007, à 10,00 % au 31 décembre 2008 puis à 7,50 % au 30 juin 2009.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, le groupe EADS est consolidé par mise en équivalence. Le résultat du premier trimestre 2009 a été comptabilisé sur la base du pourcentage détenu de 10,00 % et celui du deuxième trimestre 2009 sur la base du pourcentage détenu de 7,50 %. Dans les comptes 2008, le pourcentage appliqué à la consolidation des résultats du premier semestre était de 12,51 % qui correspondait à la détention portée durant cette période.

Le résultat de cession de la participation a été calculé sur la base des capitaux propres du groupe EADS arrêtés au 31 mars 2009. Il s'élève à 539 M€ à cette date contre 466 M€ au 30 juin 2008.

➤ **Autres variations**

Les principales autres variations, sans incidence significative sur les comptes consolidés du premier semestre 2009, sont les suivantes :

Lagardère Publishing

- Consolidation par intégration globale à effet du 1^{er} janvier 2009 des éditions Albert René, éditeur d'Astérix, dont 60 % du capital a été acquis en fin d'année 2008.

Lagardère Active

- Entrée du groupe japonais Sumitomo dans le capital de Hachette Fujin Gaho. Cette prise de participation comptabilisée en date du 31 mai 2009 porte sur 34 % du capital et a été réalisée sous forme de cession d'actions.
Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une alliance stratégique visant à développer une activité de E-commerce autour de la marque Elle. Les activités de Fujin Gaho restent consolidées par intégration globale à l'exception du département E-commerce dont les résultats sont consolidés par mise en équivalence ;
- Cession par Hachette Filipacchi Media US de cinq magazines spécialisés ainsi que par Lagardère Active du magazine Onze Mondial ;
- Intégration globale sur six mois en 2009 du Groupe Massin, consolidé en 2008 à effet du 1^{er} mai ;
- Intégration globale sur six mois en 2009 du Groupe Psychologies Magazine, consolidé en 2008 par mise en équivalence jusqu'au 31 mai, date à laquelle la participation du Groupe a été portée de 51 % à 100 %.

Lagardère Services

- Intégration globale à effet du 1^{er} janvier 2009 de NGSi, société exploitant des points de vente en aéroports aux Etats-Unis, acquise fin 2008 ;
- Consolidation sur six mois en 2009 de Purely Group et de Delstar, sociétés acquises en cours d'année 2008 et consolidées à effet du 1^{er} mars et du 1^{er} septembre 2008 respectivement.

Lagardère Sports

- Intégration globale à effet du 1^{er} janvier 2009 de World Sport Group Holdings Ltd (WSG). Acquis en fin de premier semestre 2008, WSG était consolidé par mise en équivalence depuis le 1^{er} juillet 2008 compte tenu des droits participatifs conférés aux minoritaires par le pacte d'actionnaires en vigueur à l'époque. Ce changement de méthode est la conséquence de la modification du pacte intervenue en début d'année 2009 et comportant la renonciation à ces droits par les minoritaires.

Note 3 Informations par branches d'activité

Les principales activités du groupe Lagardère sont regroupées au sein de son pôle Media qui se répartit entre les différentes branches d'activité suivantes :

- Lagardère Publishing : édition d'ouvrages dans les domaines de la littérature générale, de l'éducation, de l'illustré et des fascicules ;
- Lagardère Active qui regroupe,
 - d'une part, les activités audiovisuelles et numériques comprenant notamment l'édition de chaînes thématiques, la production et la distribution audiovisuelles, la radio et les régies publicitaires ;
 - d'autre part, les activités d'édition de presse, essentiellement dans le domaine des magazines grand public.
- Lagardère Services : distribution de presse, magasins de commercialisation de produits de consommation et de loisirs culturels ;
- Lagardère Sports, spécialisée dans l'économie du sport, comprend trois activités :
 - media (production et gestion des droits audiovisuels sportifs) ;
 - marketing (sponsoring, hospitalité et stadium consulting) ;
 - événementiel (propriété et management d'événements sportifs).

Par ailleurs, le Groupe détient au 30 juin 2009 une participation de 7,50 % dans le groupe EADS dont l'activité consiste en la construction d'avions commerciaux, d'hélicoptères civils et militaires, de lanceurs spatiaux commerciaux, de missiles, d'avions militaires, de satellites, de systèmes de défense et d'électronique de défense ainsi que de toutes prestations de service associées à ces activités.

Aux activités présentées ci-dessus, viennent s'ajouter les "autres activités" qui rassemblent notamment l'effet des financements contractés par le Groupe, le coût net de fonctionnement des sociétés holding du Groupe, l'activité de Matra Manufacturing & Services (dont les revenus sont inscrits en produits annexes des activités ordinaires) et l'ensemble des dépenses liées aux actions menées dans le cadre de projets sportifs novateurs.

Les cessions inter-branches sont généralement réalisées sur la base des conditions de marché.

A compter du 1er janvier 2009, Lagardère SCA facture aux divisions Media une nouvelle redevance portant sur le droit d'utilisation de marques dont elle est propriétaire. De façon à assurer une meilleure comparabilité des comptes entre 2009 et 2008, les comptes rappelés au titre de 2008 ont été retraités sur une base proforma qui intègre le coût rétrospectif de cette redevance, calculé conformément aux règles de facturation adoptées en 2009. Il s'ensuit une charge proforma additionnelle dans le pôle Media de 4 M€ au 30 juin 2008, contrebalancée par une amélioration d'égal montant du résultat opérationnel des autres activités.

3.1 Informations par branches d'activité

Compte de résultat au 30.06.2009									
	Lagardère Publishing	Lagardère Active			Lagardère Services	Lagardère Sports	Lagardère Media	EADS et Autres activités (¹)	Total consolidé
		Audiovisuel	Presse	Total					
Chiffre d'affaires	1 029	198	647	845	1 620	261	3 755	-	3 755
Chiffre d'affaires inter-branches	(20)	-	(14)	(14)	(1)	-	(35)	-	(35)
Chiffre d'affaires consolidé	1 009	198	633	831	1 619	261	3 720	0	3 720
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	112	8	1	9	27	33	181	5	186
Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur	1	45	2	47	3	-	51	34	85
Résultat opérationnel courant	113	53	3	56	30	33	232	39	271
Charges de restructuration	-	(3)	(17)	(20)	(12)	-	(32)	(1)	(33)
Plus ou moins-values de cession d'actifs	-	-	(4)	(4)	1	-	(3)	540	537
Pertes de valeur (**)									
- sociétés intégrées	-	1	(271)	(270)	-	-	(270)	-	(270)
- sociétés mises en équivalence	-	(4)	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
Amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions									
- sociétés intégrées	(1)	-	-	-	(1)	(13)	(15)	-	(15)
- sociétés mises en équivalence		(10)	-	(10)	-	-	(10)	-	(10)
Résultat avant charges financières et impôts⁽¹⁾	112	37	(289)	(252)	18	20	(102)	578	476
Charges financières nettes	(2)	(9)	(18)	(27)	(2)	(10)	(41)	(3)	(44)
Résultat avant impôts⁽¹⁾	110	28	(307)	(279)	16	10	(143)	575	432
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant									
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(11)	(7)	(10)	(17)	(26)	(49)	(103)	(3)	(106)
Coût des plans d'options	(1)	-	(1)	(1)	(1)	-	(3)	(1)	(4)

(*) Dont EADS : 573 M€ (contribution des sociétés mises en équivalence 34 M€ et plus-value sur cession des titres 539 M€).
(**) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.

Compte de résultat au 30.06.2008 (*)

	Lagardère Publishing	Lagardère Active			Lagardère Services	Lagardère Sports	Lagardère Media	EADS et Autres activités (¹)	Total consolidé
		Audiovisuel	Presse	Total					
Chiffre d'affaires	927	240	796	1 036	1 682	197	3 842	-	3 842
Chiffre d'affaires inter-branches	(19)	(1)	(17)	(18)	(1)	-	(38)	-	(38)
Chiffre d'affaires consolidé	908	239	779	1 018	1 681	197	3 804	-	3 804
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	69	53	59	112	46	29	256	(1)	255
Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions et pertes de valeur	1	28	13	41	4	-	46	52	98
Résultat opérationnel courant	70	81	72	153	50	29	302	51	353
Charges de restructuration	-	-	(5)	(5)	(2)	-	(7)	-	(7)
Plus ou moins-values de cession d'actifs	(1)	-	(3)	(3)	-	-	(4)	466	462
Pertes de valeur (***)									
- sociétés intégrées	-	-	(93)	(93)	-	-	(93)	-	(93)
- sociétés mises en équivalence									
Amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions									
- sociétés intégrées	-	-	(3)	(3)	-	(24)	(27)	-	(27)
- sociétés mises en équivalence	-	(10)	-	(10)	-	-	(10)	-	(10)
Résultat avant charges financières et impôts(²)	69	71	(32)	39	48	5	161	517	678
Charges financières nettes	(3)	(25)	(40)	(65)	(3)	(14)	(85)	6	(79)
Résultat avant impôts(³)	66	46	(72)	(26)	45	(9)	76	523	599
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant									
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(12)	(7)	(9)	(16)	(23)	(11)	(62)	(3)	(65)
Coût des plans d'options	(3)	(2)	(2)	(4)	(1)	-	(8)	(4)	(12)

(*) Après prise en compte de redevances facturées par le Hors pôle sur la base des règles appliquées en 2009

(**) Dont EADS : 518 M€ (contribution des sociétés mises en équivalence 52 M€ et plus-value sur cession des titres 466 M€).

(***) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.

Financement 30.06.2009

	Lagardère Publishing	Lagardère Active			Lagardère Services	Lagardère Sports	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
		Audiovisuel	Presse	Total					
Flux générés par l'activité	9	35	26	61	61	49	180	3	183
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(33)	(10)	(39)	(49)	(12)	(30)	(124)	(11)	(135)
Flux opérationnels	(24)	25	(13)	12	49	19	56	(8)	48
Investissements	(2)	(13)	(8)	(21)	(41)	(46)	(110)	(5)	(115)
- incorporels et corporels	(11)	(8)	(10)	(18)	(30)	(48)	(107)	(3)	(110)
- financiers	9	(5)	2	(3)	(11)	2	(3)	(2)	(5)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	1	1	16	17	3	1	22	664	686
- incorporels et corporels	-	1	7	8	3	-	11	-	11
- financiers	1	-	9	9	-	1	11	664	675
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	-	-	43	-	43	-	43
Flux nets d'investissements	(1)	(12)	8	(4)	5	(45)	(45)	659	614
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(25)	13	(5)	8	54	(26)	11	651	662

Financement 30.06.2008

	Lagardère Publishing	Lagardère Active			Lagardère Services	Lagardère Sports	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
		Audiovisuel	Presse	Total					
Flux générés par l'activité	(97)	11	15	26	36	(28)	(63)	-	(63)
Intérêts payés, encaissés et impôts payés	(36)	(58)	(47)	(105)	(14)	(26)	(181)	(27)	(208)
Flux opérationnels	(133)	(47)	(32)	(79)	22	(54)	(244)	(27)	(271)
Investissements	(25)	(90)	(226)	(316)	(48)	(113)	(502)	(2)	(504)
- incorporels et corporels	(15)	(10)	(10)	(20)	(34)	(18)	(87)	(2)	(89)
- financiers	(10)	(80)	(216)	(296)	(14)	(95)	(415)	-	(415)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	1	3	7	10	73	1	85	657	742
- incorporels et corporels	-	-	1	1	23	-	24	(7)	17
- financiers	1	3	6	9	50	1	61	664	725
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	-	-	(1)	-	(1)	-	(1)
Flux nets d'investissements	(24)	(87)	(219)	(306)	24	(112)	(418)	655	237
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(157)	(134)	(251)	(385)	46	(166)	(662)	628	(34)

Actifs et passifs sectoriels 30.06.2009									
	Lagardère Publishing	Lagardère Active			Lagardère Services	Lagardère Sports	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
		Audiovisuel	Presse	Total					
Actifs sectoriels	2 272	888	2 421	3 309	1 015	1 601	8 197	177	8 374
Titres mis en équivalence	14	1 518	263	1 781	5	1	1 801	485	2 286
Passifs sectoriels	(1 126)	(609)	(929)	(1 538)	(915)	(616)	(4 195)	(75)	(4 270)
Fonds opérationnels employés	1 160	1 797	1 755	3 552	105	986	5 803	587	6 390
Trésorerie (endettement) net comptable consolidé									(2 143)
Capitaux propres consolidés									4 247

Actifs et passifs sectoriels 31.12.2008									
	Lagardère Publishing	Lagardère Active			Lagardère Services	Lagardère Sports	Lagardère Media	EADS, Autres activités et éliminations	Total consolidé
		Audiovisuel	Presse	Total					
Actifs sectoriels	2 182	972	2 780	3 752	1 009	1 373	8 316	620	8 936
Titres mis en équivalence	13	1 486	265	1 751	10	97	1 871	572	2 443
Passifs sectoriels	(1 171)	(667)	(965)	(1 632)	(908)	(523)	(4 234)	(80)	(4 314)
Fonds opérationnels employés	1 024	1 791	2 080	3 871	111	947	5 953	1 112	7 065
Trésorerie (endettement) net comptable consolidé									(2 619)
Capitaux propres consolidés									4 446

Note 4 Chiffre d'affaires

	30.06.2009	30.06.2008
France	1 232	1 294
Etranger	2 488	2 510
Total	3 720	3 804

La variation du chiffre d'affaires à périmètre et change comparables est calculée par comparaison entre :

- le chiffre d'affaires 2009 retraité des entrées de périmètre et le chiffre d'affaires 2008 retraité des sorties de périmètre intervenues en 2009 ;
- le chiffre d'affaires 2009 et le chiffre d'affaires 2008 retraité sur la base des taux de change applicables en 2009.

Hors incidences liées aux variations de périmètre (+2,5 %) et de taux de change (-1,2 %), le chiffre d'affaires baisse entre 2009 et 2008 de 3,5 %.

Note 5 Charges de restructuration

Au 30 juin 2009, les charges de restructuration s'élèvent à 33 M€ et concernent :

- Lagardère Active pour 20 M€, principalement au titre des programmes de réduction des coûts engagés aux Etats-Unis et en Espagne ;
- Lagardère Services pour 12 M€, essentiellement au titre de l'arrêt de l'activité de distribution de livres en Belgique ;
- Les autres activités pour 1 M€.

Au 30 juin 2008, elles s'élevaient à 7 M€ dont 5 M€ relatifs aux activités de Lagardère Active, principalement aux Etats-Unis et en Italie.

Note 6 Plus et moins-values de cessions d'actifs

Au 30 juin 2009, les plus-values de cession nettes s'élèvent à 537 M€ (462 M€ au 30 juin 2008) dont 539 M€ se rapportent à la cession de titres EADS en remboursement de l'ORAPA (466 M€ au 30 juin 2008).

Note 7 Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles

Le Groupe a procédé au 30 juin 2009 à des tests de valeur sur les entités dont l'activité a été la plus impactée par la forte dégradation de l'environnement économique, en particulier au regard de leurs revenus publicitaires. Cette dégradation justifie une révision à la baisse de leurs prévisions de résultat 2009 par rapport à celles prises en compte dans les budgets-plans internes ayant servi aux tests de valeur réalisés en fin d'année 2008. Les autres hypothèses et paramètres de calcul n'ont pas été modifiés par rapport à ceux utilisés à fin 2008 ; en particulier les taux d'actualisation ainsi que les taux de croissance perpétuelle propres à chaque activité sont restés inchangés.

Ceci a conduit à comptabiliser au premier semestre 2009 et pour les sociétés intégrées des pertes de valeur d'un montant de 270 M€ dans la branche Lagardère Active. Elles concernent principalement la Presse Magazine aux Etats-Unis à hauteur de 147 M€, les activités numériques à hauteur de 102 M€ (dont Doctissimo 44 M€, Newsweb 22 M€ et Nextedia 32 M€) ainsi que Fujin Gaho pour 21 M€.

Les pertes de valeur comptabilisées au 30 juin 2008 s'élevaient à 93 M€ et portaient sur la Presse Magazine aux Etats-Unis.

Note 8 Autres charges et produits des activités

	30.06.2009	30.06.2008
Dépréciation d'actifs	(36)	(13)
Gains et pertes de change	1	(1)
Charges financières hors intérêts	(2)	(3)
Autres charges et produits	20	50
Total	(17)	33

Les dépréciations d'actifs (36 M€ en 2009 et 13 M€ en 2008) concernent principalement des dépréciations d'avances auteurs dans la branche Publishing.

Les autres charges et produits enregistrent en 2009 comme en 2008 les mouvements sur provisions de l'exercice.

Note 9 Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'analysent comme suit :

	30.06.2009	30.06.2008
Produits financiers sur prêts	3	32
Revenus des placements et produits des cessions des VMP	5	6
Produits financiers	8	38
Charges d'intérêts des dettes financières	(47)	(97)
Charges liées aux produits dérivés sur endettement net (1)	(5)	(20)
Charges financières	(52)	(117)
Total	(44)	(79)

(1) Dont 3 M€ en 2009 et 17 M€ en 2008 au titre du produit dérivé attaché aux ORAPA EADS.

Note 10 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt au compte de résultat se ventile en :

	30.06.2009	30.06.2008
Impôt courant	(57)	(77)
Mouvements sur les impôts différés	(39)	64
Total	(96)	(13)

Note 11 Résultat par action

Résultat net par action de base

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net-part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe. Dans le cas de variations du nombre d'actions liées à l'exercice des options sur actions consenties au personnel (mouvements répartis sur l'ensemble de l'année), il est fait la moyenne entre le nombre d'actions à l'ouverture et à la clôture de la période.

	30.06.2009	30.06.2008
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (M€)	318	572
Nombre d'actions composant le capital au 30 juin	131 133 286	134 133 286
Autocontrôle	(4 320 948)	(4 004 735)
Nombre d'actions en circulation au 30 juin	126 812 338	130 128 551
Nombre moyen d'actions en circulation	126 882 838	130 125 522
Résultat net par action de base (€)	2,51	4,39

Résultat net par action dilué

La seule catégorie d'actions dilutives est constituée par les options sur actions non encore exercées consenties au personnel et n'ayant pas fait l'objet de contrats de couverture et pour autant que leur prix d'exercice soit inférieur au cours moyen coté de l'action sur la période de référence (options "dans la monnaie") ainsi que par les actions gratuites assorties d'une condition de performance du cours de bourse lorsque le cours moyen coté sur la période de référence est supérieur au cours fixé par la condition.

	30.06.2009	30.06.2008
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (M€)	318	572
Nombre moyen d'actions en circulation	126 882 838	130 125 522
Conversion en actions des options sur actions et actions gratuites		
- Options et actions gratuites à effet dilutif "dans la monnaie"		996 950
- Options et actions gratuites "hors la monnaie"	996 950	
Nombre moyen d'actions après prise en compte des options et actions gratuites à effet dilutif	126 882 838	131 122 472
Résultat net par action dilué (€)	2,51	4,36

Note 12 Placements financiers

Les placements financiers comprennent exclusivement des titres disponibles à la vente, évalués au bilan à leur juste valeur. Ils se répartissent de la façon suivante :

	30.06.2009	31.12.2008
Actions	24	30
Obligations	44	87
Total	68	117

Le poste Actions correspond aux actions Deutsche Telekom reçues en 2006 en échange des actions T-Online suite à la fusion des deux entités.

Au 30 juin 2009, les écarts d'évaluation cumulés inscrits en capitaux propres s'élèvent à -11 M€ (-4 M€ au 31 décembre 2008).

Note 13 Trésorerie

Au tableau de financement, la trésorerie courante est calculée comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	790	835
Concours financiers courants	(250)	(259)
Trésorerie courante	540	576

Note 14 Echancier des dettes financières

Par échéance - total consolidé	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Cumul
Autres emprunts obligataires	-	172	255	427
Emprunts auprès d'établissements de crédit	34	2 043	-	2 077
Dettes de location financement	-	31	2	33
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	2	6	8
Autres dettes financières	432	16	8	456
Au 30 juin 2009	466	2 264	271	3 001
Au 31 décembre 2008	1 191	2 359	21	3 571

(*) Les dettes dont l'échéance est inférieure à un an sont classées en tant que dettes financières courantes dans l'état de la situation financière consolidée

Note 15 ORAPA EADS

Par avenant signé le 26 janvier 2009 au contrat de souscription, Lagardère SCA et Natixis, seul souscripteur et unique titulaire des 20 370 Obligations remboursables en actions à parité ajustable (ORAPA) encore en circulation, ont convenu, à l'initiative de ce dernier, d'anticiper au 24 mars 2009, au lieu du 25 juin 2009, la date de remboursement et, partant, celle de la livraison de la troisième et dernière tranche d'actions EADS. En exécution de cet avenant Lagardère SCA a livré à Natixis le 24 mars 2009 20 370 000 actions EADS, représentant 2,5 % du capital.

Le montant du remboursement, calculé sur la base du cours unitaire de référence de l'action EADS de 32,60 € utilisé lors de l'émission, s'élève à 664 M€. Au tableau de financement, la valeur pour laquelle les actions ont été livrées est présentée, dans les flux nets d'investissements, en Prix de vente des titres de participation cédés en contrepartie, dans les flux financiers, d'une diminution des dettes financières.

Le produit dérivé incorporé dans l'ORAPA, représentant un actif de 423 M€ au 31.12.2008, a été repris en résultat de même que la part efficace de la couverture inscrite en capitaux propres pour + 420 M€ au 31.12.2008.

Note 16 Gains et pertes enregistrés en capitaux propres

Les gains et pertes enregistrés en capitaux propres évoluent de la façon suivante :

1er semestre 2009 <i>(en millions d'euros)</i>	Autres réserves	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Variation des écarts de conversion		62		62	(1)	61
Variation de juste valeur :						
des instruments financiers dérivés			(420)	(420)		(420)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres						
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net			(420)	(420)		(420)
des titres non consolidés			(5)	(5)		(5)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres						
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net			(5)	(5)		(5)
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(18)			(18)		(18)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt)	(14)	(21)	52	17		17
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	6		2	8		8
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(26)	41	(371)	(356)	(1)	(357)

1er semestre 2008	Autres réserves	Ecart de conversion	Ecart d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>						
Variation des écarts de conversion		(71)		(71)	1	(70)
Variation de juste valeur :						
des instruments financiers dérivés			(30)	(30)		(30)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			(30)	(30)		(30)
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net						
des titres non consolidés			(21)	(21)		(21)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres			(21)	(21)		(21)
- Reclassement par transfert des capitaux propres vers le résultat net						
Ecart actuariel sur provisions pour retraites et obligations assimilées	9			9		9
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt)	(1)	(10)	(29)	(40)		(40)
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(3)		4	1		1
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	5	(81)	(76)	(152)	1	(151)

Le détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes enregistrés en capitaux propres s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2009		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Variation des écarts de conversion	61	-	61
Variation de juste valeur			
- des instruments financiers	(420)	-	(420)
- des titres non consolidés	(5)	2	(3)
Ecart actuariel sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(18)	6	(12)
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (net d'impôt)	17	-	17
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(365)	8	(357)

	1 ^{er} semestre 2008		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
<i>(en millions d'euros)</i>			
Variation des écarts de conversion	(70)	-	(70)
Variation de juste valeur			
- des instruments financiers	(30)	-	(30)
- des titres non consolidés	(21)	4	(17)
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	9	(3)	6
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (net d'impôt)	(40)	-	(40)
Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(152)	1	(151)

Note 17 Obligations contractuelles et engagements donnés

Par rapport aux éléments décrits en notes 32 et 33.1 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008, les principales évolutions intervenues au cours du premier semestre 2009 sont les suivantes :

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2009, les minima garantis contractés par la division Sports au titre des contrats à long terme de régie commerciale de droits sportifs s'élèvent à 1 176 M€ contre 464 M€ au 31 décembre 2008.

Par ailleurs, les engagements reçus par la division au titre de contrats signés avec des diffuseurs et partenaires s'élèvent à 603 M€ au 30 juin 2009 contre 515 M€ au 31 décembre 2008.

Engagements donnés

Dans le cadre de la renégociation du pacte d'actionnaires avec les minoritaires de WSG (division Sports). Lagardère Sport a signé vis-à-vis de ces minoritaires un engagement de rachat conditionnel de leurs participations, à valeur de marché.

Note 18 Litiges

Litige contre ABN AMRO

Ce litige est décrit dans la note 33.2 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008.

Depuis les événements qui y sont relatés, la Cour d'appel de Paris, en l'état de la procédure pendante devant la Cour de cassation, a décidé de surseoir à statuer sur la question dont elle demeure saisie, à savoir la recevabilité de la demande d'indemnisation formée par ABN AMRO au titre de l'absence d'ajustement des conditions de conversion des obligations convertibles.

Enquêtes de l'Autorité des Marchés Financiers, instruction pénale et actions intentées par des porteurs de titres EADS

A la suite des mouvements constatés sur le titre EADS et notamment de la baisse du cours intervenu le 14 juin 2006 consécutivement à la publication, le 13 juin 2006, par EADS d'un communiqué annonçant que sa filiale Airbus aurait des retards dans la livraison de l'A380, diverses actions ont été intentées par des porteurs d'actions EADS et diverses enquêtes ont été lancées par les autorités compétentes.

A ce jour, Lagardère SCA (ci-après « Lagardère ») a connaissance des procédures suivantes, dont certaines la visent (le document de référence de EADS recense également les procédures et actions dont EADS a connaissance et qui la visent).

a) Procédure conduite par l'AMF

Le 1er avril 2008, l'Autorité des Marchés Financiers a publié un communiqué dans lequel elle indiquait que le Collège de l'Autorité des Marchés Financiers s'était réuni le 31 mars 2008 pour examiner les conclusions de l'enquête conduite par la Direction des Enquêtes et de la Surveillance des Marchés (DESM) sur le marché du titre et de l'information financière délivrée par EADS à compter du 1er mai 2005.

Ce communiqué indiquait que l'AMF avait estimé nécessaire de notifier des griefs, d'une part pour manquement aux obligations de bonne information du marché pesant sur tout émetteur d'un titre coté sur un marché réglementé, d'autre part pour manquement à l'obligation d'abstention d'intervention sur le marché du titre pesant sur les personnes détenant une information privilégiée.

L'AMF précisait également que l'ensemble du dossier serait transmis sans délai au Parquet de Paris, mais qu'il allait de soi que les personnes concernées bénéficiaient pleinement de la présomption d'innocence.

Dans ce cadre, le 8 avril 2008, une notification des griefs a été adressée par le Président de l'AMF à Lagardère.

Elle repose sur le fait que la société Lagardère a cédé une part importante de sa participation au capital de la société EADS, en émettant, le 11 avril 2006, des obligations remboursables en action EADS (ORAPA) alors, selon les enquêteurs de l'AMF, qu'elle pourrait avoir été en possession d'informations privilégiées relatives :

- aux objectifs de marge et de résultat opérationnel du groupe EADS tels qu'exprimés dans le plan d'affaires 2006/2010 (Operative Planning) de la société EADS NV
- à l'augmentation significative des coûts de développement du modèle A350 dans sa version lancée au mois d'octobre 2005.

Cette notification des griefs a ouvert la phase contradictoire de la procédure de sanction administrative. Lagardère a également reçu le rapport établi par la Direction des Enquêtes et de la Surveillance des Marchés de l'Autorité des Marchés Financiers et a donc eu accès au dossier de l'AMF.

Le rapporteur de la commission des sanctions ayant fixé au 10 septembre 2008 au plus tard la date à laquelle Lagardère devait lui remettre son mémoire en défense, Lagardère a remis à ladite date son mémoire en défense.

Lagardère a été auditionnée le 9 janvier 2009 par le rapporteur de la Commission des sanctions. Une copie du rapport du rapporteur a été communiquée à Lagardère SCA le 28 juillet 2009. Le rapporteur a conclu dans son avis à la mise hors de cause complète de Lagardère du chef de manquement d'initié pour avoir utilisé l'une et/ou l'autre des deux informations mentionnées ci-dessus.

La Commission des sanctions qui doit statuer sur les deux griefs qui ont été notifiés à Lagardère le 8 avril 2008 a indiqué que l'audience se tiendrait au cours de la semaine débutant le 23 novembre 2009. La décision de la Commission des sanctions est attendue vers la fin de l'année 2009.

b) Information judiciaire ouverte contre X

A la suite d'une plainte d'une association de petits actionnaires de EADS et celle d'un actionnaire individuel de EADS, une information judiciaire a été ouverte contre X pour délit d'initiés.

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, des perquisitions ont été conduites, dont notamment dans les locaux de Lagardère.

Le magistrat en charge de cette instruction a, au cours de l'année 2008, mis en examen un certain nombre de personnes physiques, dirigeants actuels ou anciens de la société EADS ou d'Airbus.

Le 29 mai 2009, Lagardère représenté par l'un de ses gérants, a été auditionné comme témoin dans le cadre de la commission rogatoire confiée par le magistrat en charge de ce dossier à la brigade financière .

c) Assignment de sociétés du groupe Crédit Mutuel à l'encontre de Lagardère et Natixis

Le 17 juin 2008, des sociétés appartenant au groupe Crédit Mutuel ont assigné, devant le Tribunal de Commerce de Paris, Lagardère et la société Natixis demandant à celui-ci d'annuler (i) l'émission par Lagardère et la souscription par IXIS CIB (aux droits de laquelle vient Natixis) en avril 2006 des obligations remboursables en actions à parité ajustables (ORAPA) ainsi que (ii) les ventes à terme qu'elles ont conclues avec Natixis.

Pour mémoire, le 11 avril, Lagardère a émis des ORAPA qui ont été souscrites par IXIS CIB et NEXGEN. Ces obligations sont remboursables en actions EADS.

Les demanderesses demandent la nullité du contrat d'émission obligataire. Elles soutiennent que Lagardère aurait été détenteur d'informations privilégiées et qu'à ce titre, Lagardère aurait dû s'abstenir de toute opération portant sur le titre EADS. A défaut de l'avoir fait, Lagardère, selon elles, a manqué à une règle impérative viciant de manière absolue l'émission. La nullité de l'émission obligataire emporte, toujours selon les demanderesses, celle des ventes à terme.

Lagardère considère les demanderesses, qui, au demeurant, n'ont aucun lien contractuel avec Lagardère, comme particulièrement mal fondées à venir contester la validité de l'émission obligataire et s'opposera à la totalité de leurs prétentions.

La première audience de procédure initialement fixée le 8 septembre 2008 s'est finalement tenue le 7 octobre 2008 (suite à un défaut de placement de la première assignation auprès du tribunal de commerce par les sociétés demanderesses, les sociétés Lagardère et Natixis ont été de nouveau assignées le 11 septembre 2008 dans les mêmes termes que la première assignation du 17 juin 2008). Plusieurs audiences de procédure ont eu lieu et notamment une audience le 28 janvier 2009 au cours de laquelle les défenderesses ont déposé des conclusions auxquelles les demanderesses ont répondu. Une nouvelle audience, pour remise de conclusions en réponse par les défenderesses et désignation d'un juge rapporteur doit avoir lieu le 9 septembre 2009.

Notification de griefs de l'Autorité de la Concurrence/Sportfive

Ce litige est décrit dans la note 33.2 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008.

Depuis les événements qui y sont relatés, Sportfive a répondu le 2 avril 2009 au rapport établi par les services d'instruction de l'Autorité de la Concurrence. A la suite de ces échanges écrits, une audience a eu lieu le 20 mai 2009 devant l'Autorité de la Concurrence et cette dernière devrait rendre sa décision prochainement.

Notification de griefs de l'Autorité de la Concurrence/Chaînes Jeunesse

Ce litige est décrit dans la note 33.2 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008.

Depuis les événements qui y sont relatés, Lagardère SCA et Lagardère Active ont déposé le 8 avril 2009 leurs observations en réponse auprès de l'Autorité de la Concurrence.

Litige Canal+ contre Canal J

Ce litige est décrit dans la note 33.2 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008.

Depuis les événements qui y sont relatés, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a auditionné les parties le 7 avril 2009.

Administration Brésilienne pour la protection de l'Environnement

Salvat Do Brasil (SDB) a reçu une notification d'infraction d'un organisme gouvernemental brésilien, l'IBAMA, en charge de la protection de l'environnement, fixant une amende d'un montant de 39 200 000 Réals brésiliens (15 M€ environ) pour l'introduction illicite sur le territoire national d'espèces animales sans les autorisations requises par la loi (il s'agit en l'espèce d'une collection "Insectes" dont les plus-produits sont de petits blocs de résine transparente dans lesquels ont été coulés des insectes, objets de la collection).

Le premier recours déposé par SDB (qui conteste l'amende au motif notamment que les « insectes » sont morts, figés dans une résine et donc ne sont pas des « animaux ») a été rejeté en avril 2009 ; SDB a déposé, en mai 2009, un second recours devant le président de l'IBAMA qui doit être examiné prochainement.

Dans l'hypothèse où la décision du président de l'IBAMA ne serait pas favorable à SDB, un 3ème recours est envisageable devant le CONAMA (Conseil national de l'environnement).

Autres litiges

Les autres litiges mentionnés en note 33.2 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008 n'ont pas connu d'évolution notable par rapport aux faits qui y sont décrits.

Note 19 Parties liées

Au cours du premier semestre 2009, le Groupe n'a pas enregistré de transactions avec des parties liées autres que celles décrites en note 34 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2008.

3 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lagardère S.C.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de la gérance, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, qui décrit les normes, amendements et interprétations comptables appliqués par le Groupe depuis le 1er janvier 2009.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 27 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Bruno Balaire

Jeanne Boillet

* *

*

4 - RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL - ATTESTATION DE LA GERANCE

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint, figurant en pages 1 à 13, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 27 août 2009

Arnaud Lagardère

Pour la société Arjil Commanditée-Arco :

Arnaud Lagardère - Philippe Camus - Pierre Leroy

II. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1 - AUTO-DETENTION ET AUTO-CONTROLE (§ 8.1.2 du DR déposé le 24 mars 2009)

1.1 MONTANTS

Au 30 juin 2009, la Société détenait directement 4.320.948 de ses propres actions d'une valeur nominale de 6,10 € représentant 3,30 % du capital à cette date pour un prix de revient global de 161.754.947,34 €.

Eu égard au cours moyen pondéré de l'action en juin 2009, la société a passé une provision ramenant la valeur nette comptable de ce portefeuille à 102.052.927,63 €.

La valeur de marché de ce portefeuille, sur la base de la moyenne pondérée des cours de juin 2009, s'élevait à 102.052.927,63 €.

1.2 PROGRAMMES DE RACHAT D'ACTIONS : ACQUISITIONS, CESSIONS, TRANSFERTS ET ANNULATIONS D'ACTIONS

A - Situation au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, les 4.320.948 actions détenues directement par Lagardère SCA, représentant 3,30 % du capital, étaient ainsi affectées :

- 1.599.250 actions destinées à « l'attribution d'actions aux salariés » (couverture des plans d'options d'achat, échanges avec les salariés de la branche presse, attribution gratuite aux salariés, etc.), représentant 1,20 % du capital ;
- 2.476.698 actions destinées à la « conservation et la remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe », représentant 1,89 % du capital ;
- 245.000 actions affectées à « l'animation du marché », représentant 0,19 % du capital.

Elle détenait de plus le droit d'acquérir auprès de Barclay's Bank Plc 7.371.041 actions, par exercice de call ou de rémérés, aux prix ci-après, en vue de leur cession, aux mêmes prix, aux salariés du Groupe bénéficiaires des plans d'options d'achat d'actions 2002 à 2006 :

Plan	Nombre d'actions pouvant être acquises	Prix d'exercice	Fin du délai d'exercice des call et rémérés
2002	1.029.048	51,45	19.12.2009
2003	1.353.068	51,45	18.12.2013
2004	1.515.831	51,92	20.11.2014
2005	1.651.194	56,97	21.11.2011
2006	1.821.900	55,84	14.12.2012

B - Opérations effectuées dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée du 28 avril 2009

L'Assemblée Générale des actionnaires du 28 avril 2009, a renouvelé l'autorisation donnée à la Gérance d'acquérir un nombre d'actions Lagardère SCA représentant jusqu'à 10 % du capital pour un montant maximum de 500 millions d'euros, moyennant un prix d'achat maximum par action de 60 €, en vue notamment de remplir les objectifs suivants :

- attributions aux salariés,
- conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- animation du marché des actions de la Société par un prestataire de service d'investissement indépendant au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- réduction du capital par voie d'annulation de tout ou partie des actions acquises,

Le programme de rachat correspondant a fait l'objet d'un descriptif par voie de communiqué publié le 15 juillet 2009.

Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois à compter du 28 avril 2009.

2 - CAPITAL AUTORISE MAIS NON EMIS (§ 8.1.4 du DR déposé le 24 mars 2009)

L'assemblée générale mixte du 28 avril 2009 a renouvelé toutes les autorisations financières demandées par la gérance et a autorisé celle-ci à procéder :

- a) à l'émission, avec ou sans droit préférentiel de souscription, d'un certain nombre de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société, pour une durée de 26 mois dans les limites suivantes :
- augmentation nominale maximum du capital social pouvant résulter des émissions autorisées, soit 37,5 % du capital actuel : 300 M€
 dont 200 M€ maximum en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription (25 % du capital actuel) et 150 M€ maximum en cas d'émission sans droit préférentiel et sans droit de priorité pour les actionnaires (18,75 % du capital actuel).
 - endettement maximum pouvant résulter des émissions autorisées : 2.500 M€
- b) à l'incorporation de réserves ou de primes au capital social et à l'attribution gratuite aux actionnaires d'actions nouvelles de la Société (ou élévation du nominal des actions existantes) pour une durée de 26 mois dans la limite d'un montant de : 300 M€

- c) à l'émission d'actions nouvelles, à l'attribution d'actions gratuites ou à l'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions, au profit des salariés et dirigeants du Groupe dans la limite, chaque année, d'un maximum de 3 % du nombre d'actions composant le capital social.

étant précisé que :

- l'émission d'actions au profit des salariés dans le cadre du plan d'épargne groupe ne pourra dépasser 3 % du nombre d'actions composant le capital pendant la durée de l'autorisation (26 mois) ;
- l'attribution d'actions gratuites aux salariés et dirigeants du Groupe ne pourra dépasser chaque année 0,5 % du nombre d'actions composant le capital pendant la durée de l'autorisation (38 mois) ;
- l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions ne pourra donner lieu, chaque année, à la création ou au transfert de plus de 1,5 % du nombre d'actions composant le capital social pendant la durée de l'autorisation (38 mois) ;

En 2009, aucune des délégations données par l'assemblée n'a été mise en œuvre par la gérance.

Bien que cela concerne des titres ne donnant pas accès au capital, cette même assemblée a renouvelé l'autorisation donnée à la Gérance d'émettre, en une ou plusieurs fois, des obligations et valeurs mobilières autres que celles donnant accès au capital de la Société, dans la limite d'un endettement maximum de 2,5 milliards d'euros.

3 - NANTISSEMENTS D' ACTIONS DE L'EMETTEUR (§ 8.1.5 du DR déposé le 24 mars 2009)

3.1 NANTISSEMENTS D' ACTIONS DE L'EMETTEUR INSCRITES AU NOMINATIF AU 30 juin 2009

- Nombre d'actionnaires : 135
- Nombre d'actions : 12.652.349 soit 9,65 % du capital

3.2 NANTISSEMENTS D' ACTIONS DE L'EMETTEUR INSCRITES AU NOMINATIF POUR LES ACTIONNAIRES DETENANT PLUS DE 0,5 % DU CAPITAL AU 30 JUIN 2009

12.184.357 actions appartenant à Lagardère Capital & Management, soit 9,29 % du capital.

4 - EVOLUTION DE LA REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DURANT LES TROIS DERNIERS EXERCICES (§ 8.1.8.1 du DR déposé le 24 mars 2009)

Actionnariat	<u>Situation au 30/06/2009</u>			<u>Situation au 31/12/2008</u>			<u>Situation au 31/12/2007</u>		
	<i>Nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>	<i>% des droits de vote</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>	<i>% des droits de vote</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>	<i>% des droits de vote</i>
Lagardère Capital & Management*	12.610.893	9,62	13,85	13.513.222	10,31	13,25	13 513 222	10,07	12,96
Investisseurs institutionnels Français	30.412.578	23,19	24,19	21.707.721	16,55	19,15	21 388 629	15,95	18,92
Investisseurs institutionnels Etrangers	72.084.054	54,97	49,10	79.285.638	60,46	54,13	83 603 848	62,33	55,31
Public	9.784.369	7,46	10,62	10.153.149	7,74	10,87	9 142 390	6,82	10,09
Salariés & FCP du Groupe	1.920.444	1,46	2,24	2.293.608	1,75	2,60	2 474 404	1,84	2,72
Autocontrôle & Autodétention	4.320.948	3,30	-	4.179.948	3,19	-	4 010 793	2,99	-
Total	131.133.286	100		131.133.286	100	100	134.133.286	100	100

*Monsieur A. LAGARDERE, la société LAGARDERE (SAS) et sa filiale LAGARDERE CAPITAL ET MANAGEMENT

Sur les 1,46 % du capital détenus par les salariés du Groupe, 0,65 % sont détenus soit dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe au travers de fonds commun de placement, soit directement au titre des dispositions sur l'épargne salariale et la participation.

Au 30 juin 2009, le capital social était réparti entre 83.011 actionnaires.

5 - FRANCHISSEMENT DE SEUIL DECLARE EN 2009 (§ 8.1.8.2 du DR déposé le 24 mars 2009)

<u>Date avis AMF</u>	<u>Société</u>	<u>Seuil franchi</u>
12 juin	Monsieur Arnaud LAGARDERE par l'intermédiaire des sociétés par actions simplifiées LAGARDERE et LAGARDERE CAPITAL & MANAGEMENT qu'il contrôle	10% à la baisse le 4 juin du capital

6 - DROITS DE VOTE (§ 8.1.8.4 du DR déposé le 24 mars 2009)

Compte tenu des droits de vote double attribués aux actions détenues nominativement par le même titulaire pendant au moins quatre ans le nombre total de droits de vote en assemblée au 30 juin 2009 s'élevait à 161.954.041.

Il convient toutefois de noter qu'en application de la réglementation de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre des droits de vote à prendre en compte pour les déclarations de franchissement de seuils légaux est un nombre brut qui s'élevait, au 30 juin 2009, à 171.168.479.

Le nombre total de droits de vote (brut et net) est désormais publié tous les mois en même temps que le montant du capital.

Le pourcentage de droits de vote détenus par l'ensemble des membres du Conseil de Surveillance était de 0,03 %.

Pour les franchissements de seuils statutaires, le nombre de droits de vote à prendre en considération est le nombre de droits de vote en assemblée, soit 161.954.041 au 30 juin 2009.

7 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES (§ 8.1.8.5 du DR déposé le 24 mars 2009)

Monsieur Arnaud Lagardère, à titre personnel et au travers de ses deux sociétés, Lagardère SAS et Lagardère Capital & Management (L. C. & M), avec 9,6 % du capital et 13,9 % des droits de vote en assemblée, est le premier actionnaire stable du Groupe. Conformément aux dispositions statutaires, les actions détenues nominativement depuis au moins 4 ans par la société L. C. & M disposent d'un droit de vote double. Monsieur Arnaud Lagardère, qui la contrôle et la préside, est Gérant de Lagardère SCA en même temps que la société Arco, filiale de L. C. & M.

Qatar Investment Authority détenait, au 30 juin 2009, 7,6 % du capital et 6,15 % des droits de vote.

8 – STRATEGIE NUMERIQUE DE HACHETTE LIVRE

Les livres abordent leur numérisation comme la musique l'a fait il y a dix ans, mais présentent deux grandes différences.

Le contenu des livres existants en vente sur le marché n'est pas aisément disponible sous forme numérique (et ne peut donc pas être facilement piraté) et, plus important encore, la leçon de la restructuration de l'industrie musicale par la technologie numérique a été comprise. En conséquence, les principaux éditeurs comme Hachette Livre adoptent une approche graduelle de la mutation numérique tout en équilibrant à mesure l'exploitation de la puissance du numérique et le besoin actuel de protection du copyright en contrepartie de la promesse de récompenses à venir.

À mesure des progrès de cette stratégie, Hachette Livre prend un soin particulier à décourager la piraterie en élaborant des protections numériques pour tous les types de contenus et privilégie de plus la protection du copyright, c'est-à-dire la capacité de maîtrise de l'usage et des prix de ses produits. Il est clair que ses principaux partenaires commerciaux comme Amazon et Google développent des stratégies propres pour contrôler les principaux liens de la chaîne de valeur. Hachette Livre a entrepris des actions décisives pour protéger ses intérêts à court et long terme.

9 – INFORMATIONS SUR LES TENDANCES (§ 9.1.3 du DR déposé le 24 mars 2009)

Compte tenu de l'évolution des résultats à fin juin 2009, Lagardère confirme ses objectifs de Résop Média fixés en mars 2009 :

Pour Lagardère Active, il est rappelé que :

- Chaque baisse de 1 % du chiffre d'affaires publicitaire a un impact de - 8 M€ à - 10 M€ sur le Résop en année pleine et avant toute mesure d'économie, auquel s'ajoutent la hausse mécanique de certains coûts d'exploitation (environ 35 M€) et le maintien des efforts de préparation de l'avenir (environ 10 M€).
- Les réductions de coûts liées aux mesures déjà prises ainsi qu'aux mesures supplémentaires annoncées en mars dernier (One Step Further) devraient avoir un impact positif de 90 M€ en 2009. A fin juin, l'avancement du plan d'économie One Step Further est conforme aux prévisions.

Pour les autres activités, le groupe confirme son objectif de variation du Résop compris entre une stabilité et une baisse n'excédant pas 10 % et ceci compte tenu de parités de change constantes.

III. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

	Date de première nomination	Prochaine échéance du mandat		
Titulaires				
Ernst & Young et Autres <i>représenté par</i> Mme Jeanne BOILLET 41, rue Ybry 92576 Neuilly sur Seine Cedex <i>Membre de la Compagnie régionale de Versailles</i>	29 juin 1987	2011		
Mazars <i>représenté par</i> M. Bruno Balaire 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie <i>Membre de la Compagnie régionale de Versailles</i>			20 juin 1996	2014
Suppléants				
M. Gilles Puissochet 41, rue Ybry 92576 Neuilly sur Seine Cedex	10 mai 2005	2011		
M. Patrick de Cambourg 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie	29 avril 2008	2014		

IV. RESPONSABLES DU DOCUMENT D'ACTUALISATION – ATTESTATION DE LA GERANCE

1 - PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT D'ACTUALISATION

Les Gérants

Monsieur Arnaud Lagardère,

La société Arjil Commanditée-Arco, représentée par :

- Monsieur Arnaud Lagardère, Président-Directeur Général
- Monsieur Philippe Camus, Vice-Président, Directeur Général Délégué
- Monsieur Pierre Leroy, Administrateur, Directeur Général Délégué

2 - ATTESTATION DE LA GERANCE

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes, Mazars et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation. Cette lettre ne contient pas d'observations.

Les informations financières historiques présentées dans la présente actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 39 dudit document attirant l'attention du lecteur sur la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, qui décrit les normes, amendements et interprétations comptables appliqués par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2009

Paris, le 15 septembre 2009

Arnaud LAGARDERE

Pour la société Arjil Commanditée-Arco :

Arnaud Lagardère – Philippe Camus – Pierre Leroy

V. TABLE DE CONCORDANCE

INFORMATIONS	Chapitres et sections du Document de Référence	Chapitres et sections de l'actualisation du Document de Référence
1. PERSONNES RESPONSABLES		
1.1. Responsables du document de référence	1.1	NA
1.2 Attestation des responsables du document de référence (gérants, Président du conseil de surveillance)	1.2	NA
2. CONTROLEURS LÉGAUX DES COMPTES		
Contrôleurs légaux des comptes pour la période couverte par les informations financières historiques	1.3	NA
3. INFORMATIONS FINANCIERES SÉLECTIONNÉES		
3.1. Présentation résumée des informations financières historiques (comptes consolidés)	2.1 / 2.2 / 6.1	NA
3.2. Présentation résumée des informations financières intermédiaires éventuellement sélectionnées (comptes semestriels ou trimestriels)	—	—
4. FACTEURS DE RISQUE		
4.1. Risques de marché (liquidité, taux, change, portefeuille d'actions)	3 et 6.3 (notes 28 et 33)	I.1.2
4.2. Risques juridiques (réglementations particulières, concessions, brevets, licences, litiges significatifs, faits exceptionnels...)	3.4	I.1.2
4.3. Risques industriels et liés à l'environnement	3.3	I.1.2
5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ		
5.1. Histoire et évolution de la Société	3.6	I.1.2
5.2. Principaux investissements (2006, 2007 et 2008)	4.1	NA
5.1. Histoire et évolution de la Société	4.2	NA
5.2. Principaux investissements (2006, 2007 et 2008)	4.4 et 6.3 (note 4)	NA
6. APERÇU DES ACTIVITÉS		
6.1 Principales Activités	5	NA
6.2 Principaux Marchés (par type d'activité et par marchés géographiques)	5.2	NA
6.3 Événements exceptionnels ayant affecté ces marchés	5.2 et 6.3 (note 5)	NA
6.4 Dépendance éventuelle vis-à-vis de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux, financiers	5.2	NA
6.5 Sources relatives aux positions concurrentielles citées	3.3.3	NA
7. ORGANIGRAMME		
7.1 Description sommaire du Groupe	5.2 (foot notes)	NA
7.2 Principales filiales	4.3	NA
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS		
8.1 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées (en propriété ou en location) et charges majeures pesant dessus	4.3	NA
8.2 Incidence environnementale sur leur utilisation	4.3	NA
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT		
9.1 Situation financière	6	I.1.3
9.2 Résultat d'exploitation	6.2	I.1.3
9.2.1 Facteurs importants influençant sensiblement le revenu d'exploitation	6.2	I.1.3
9.2.2 Explication de l'évolution du chiffre d'affaires net ou des produits nets	6.2.2	I.1.3
9.2.3 Facteurs externes ayant influencé (ou pouvant influencer) sensiblement les activités	6.2.2	I.1.3
	5.2.1 / 6.2.2	NA

INFORMATIONS	Chapitres et sections du Document de Référence	Chapitres et sections de l'actualisation du Document de Référence
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
10.1 Informations sur les capitaux	6.3 (note 25-6)	I.2
10.2 Flux de trésorerie	6.3 (note 24)	I.2
10.3 Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement	6.3 (note 27)	I.2
10.4 Restriction à l'utilisation des capitaux	6.3 (notes 27 et 28)	I.2
10.5 Services de financement attendus	—	—
11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES (si significatifs)		
	—	—
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES		
12.1 Principales tendances ayant affecté l'activités depuis fin 2008	9.1.3	II.9
12.2 Tendances et évènements raisonnablement susceptibles d'affecter les perspectives en 2009		II.9
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE		
	9.3	NA
14. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE		
14.1 Renseignements sur les membres des organes de direction et de surveillance	7.2	NA
14.2 Conflits d'intérêts	7.2.4.3	NA
15. RÉMUNERATIONS ET AVANTAGES		
15.1 Rémunérations des dirigeants et membres du Conseil de Surveillance	7.3	NA
15.2 Provisions pour pensions, retraites, ...	7.3.1 / 7.3.2	NA
	7.3	NA
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE		
16.1 Dates d'expiration des mandats	7	NA
16.1 Dates d'expiration des mandats	7.2	I.1.1.1
16.2 Contrats de travail ou de services	7.5	NA
16.3 Comité d'Audit, Comité des Rémunérations et Comité des Nominations	7.4.2.2	NA
16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	7.4.2.2	NA
16.5 Rapport du Président sur le contrôle interne	7.4.2.2	NA
16.6 Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	7.4.3.3	NA
17. SALARIÉS		
17.1 Effectifs salariés ; répartition par activité et par site ; travailleurs temporaires	5.3.1.2	NA
17.2 Participation au capital et options de souscription ou d'achat d'actions des mandataires sociaux	7.3	NA
17.3 Accords de participation au capital des salariés	5.3.1.2 / 7.3.5	NA
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
18.1 Répartition du capital et des droits de vote	8.1.8	II.1 - II.4 - II.5 - II.6
18.2 Droits de vote des principaux actionnaires	8.1.8	II.1 - II.4 - II.5 - II.6
18.3 Contrôle de l'émetteur : nature	8.1.8	II.1 - II.4 - II.5 - II.6
18.4 Accords éventuels pouvant entraîner un changement de contrôle de la Société	—	NA
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS		
	7.5	NA

INFORMATIONS	Chapitres et sections du Document de Référence	Chapitres et sections de l'actualisation du Document de Référence
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	6	NA
20.1 Informations financières historiques	6.1.1	NA
20.2 Informations financières pro forma	—	NA
20.3 Etats financiers (comptes sociaux et comptes consolidés)	6.3 / 6.5	NA
20.4 Vérification des informations financières (rapports commissaires aux comptes)	6.6 / 6.7 / 6.8	NA
20.5 Date des dernières informations financières	—	NA
20.6 Informations financières intermédiaires et autres (informations semestrielles et trimestrielles)	—	NA
20.7 Politique de distribution des dividendes	6.1.2	NA
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage (12 derniers mois)	3	I.1.2
20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale (depuis la clôture du dernier exercice)	9.1.2	NA
21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
21.1 Renseignements de caractère général concernant le capital	8.1	II.1 - II.2 - II.3 - II.4 - II.5 - II.6
21.2 Renseignements de caractère général concernant la société Lagardère SCA	4.1 / 8.2	NA
21.2.1 Objet social de l'émetteur	8.2.1	NA
21.2.2. Dispositions statutaires et chartes concernant les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance	7.4.2.2 / 8.2.2 / 8.2.3 / 8.2.4	NA
21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	8.2.4 / 8.2.6	NA
21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	8.2.5	NA
21.2.5 Convocation des assemblées générales d'actionnaires et conditions d'admission	8.2.6	NA
21.2.6 Dispositions statutaires, charte ou règlement de l'émetteur pouvant retarder, différer ou empêcher un changement de son contrôle	8.2.7	NA
21.2.7 Déclarations de franchissements de seuils statutaires	8.2.8	NA
21.2.8 Conditions plus strictes que la loi pour la modification du capital social	8.2.6.3	NA
22. CONTRATS IMPORTANTS (des deux dernières années)	8.3	I.1.1
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	—	NA
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	10	NA
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES (filiales et participations)	4.3. / 5.2 et 6.3 (note 36)	NA